



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Réfection des façades, des charpentes et des couvertures au profit des casernes de Gendarmerie de Rémire-Montjoly et d'Apatou (973)

MAPA n°2025-002

MARCHE A PROCÉDURE ADAPTE

Soumis aux dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande publique

La procédure utilisée est celle de l'article L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Commandement de la gendarmerie de Guyane

Caserne de la Madeleine
1296 route de la Madeleine
CS 96005
97306 Cayenne Cedex
Téléphone : 05 94 29 28 26
www.gendarmerie.interieur.gouv.fr

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITION GENERALE.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Décomposition en tranches et lots.....	4
1.3 Nomenclature européenne.....	4
1.3 Durée - délai d'exécution.....	4
1.4 Etendue de la consultation.....	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	4
3.1 Commandes.....	4
3.2 Livraisons.....	5
3.3 Délai de livraison.....	5
ARTICLE 4 : CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 5 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS.....	5
ARTICLE 6 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ – PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....	6
6.1 Transfert de propriété.....	6
6.2 Prise en charge.....	6
6.3 Garantie.....	6
6.3.1 Durée de la garantie.....	6
6.3.2 Modalités de mise en place.....	7
6.3.3 Garantie et formation.....	7
ARTICLE 7 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	7
7.1 Détermination prix.....	7
7.2 Révision prix.....	7
7.3 Taxes et octroi de mer.....	8
7.3.1 Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).....	8
7.3.2 Octroi de mer.....	8
ARTICLE 9 : ASSURANCE.....	8
ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITION DE TRAVAIL.....	8
« Article 6 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	8
ARTICLE 11 : PROLONGATION DE DÉLAIS ET SURSIS DE LIVRAISON – PÉNALITÉS POUR RETARD	9
ARTICLE 12 : AVANCE ET ACOMPTES.....	9
ARTICLE 13: RÈGLEMENT – PAIEMENT- FACTURATION – CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE.....	9
13.1 Règlement.....	9
13.2 Paiement.....	9
13.3 Facturation.....	10
13.4 Cession ou nantissement de créance.....	10
ARTICLE 14 : RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 15 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	11
ARTICLE 16 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE.....	11
ARTICLE 17 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	11

1.1 – Dispositions générales***1.1.1 – Objet du marché – Nature des prestations***

Le présent marché a pour objet la réfection des couvertures, des charpentes et des façades de la caserne de gendarmerie de REMIRE-MONTJOLY(973) et la réfection des couvertures de la caserne de gendarmerie d'APATOU (973).

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.1.2 – Forme du marché

Le présent marché est passé conformément aux dispositions de l'article L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

1.1.3 – Allotissement

Le présent marché est décomposé en trois (3) lots, dont la description est précisée dans le cahier des clauses techniques particulières n°1109 du 18/03/2025.

Numéro des lots	Description des lots
1	Apatou – réfection des couvertures
2	Rémire-Montjoly – réfection des couvertures, des charpentes
3	Rémire-Montjoly – réfection des façades

1.1.4 – Description sommaire des travaux

Préparation de chantier : hébergement, transports de l'ensemble des personnels et de l'ensemble des matériaux et matériels nécessaires au chantier ;
La réalisation des travaux comme décrit ci-après ;
Le replis et le nettoyage complet de chantier et abords y compris l'évacuation de l'ensemble des déchets.

1.1.5 – Personne publique

Au sens du cahier des clauses administratives générales (CCAG) sont désignés :

- **Personnes publiques :**

Le commandement de la Gendarmerie de Guyane, représenté par le commandant de la Gendarmerie de Guyane, représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.).

- **Services bénéficiaires de la prestation :**

Le commandement de la gendarmerie de Guyane.

1.2 – Durée du marché et durée d'exécution des prestations

La durée totale du marché est fixée à 10 semaines pour le lot 1, 25 semaines pour le lot 2 et 10 semaines pour le lot 3.

1.3 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché, dont seuls les exemplaires originaux détenus par la personne publique font foi, sont par ordre de priorité décroissante :

1°/ Pièces particulières :

- l'acte d'engagement ;
- l'engagement de confidentialité ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 11039 COMGENDGF/EM/BSF/SIL du 18/03/2025.
- le D.P.G.F.

2°/ Pièce générale :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG/TVX), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non joint aux pièces du marché mais dont le titulaire atteste avoir pris connaissance.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

1.4 – Clauses spécifiques (Obligation de confidentialité)

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux/PI.

Les co-traitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

1.4.1 - Informations confidentielles

Pour les besoins du présent engagement, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de l'Engagement, qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations

ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des Informations Confidentielles.

1.4.2 - Engagements de confidentialité

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe 3 ci-dessous :

1) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les Informations Confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;

2) à ne pas utiliser les Informations Confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;

3) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des Informations Confidentielles soit avisée du contenu du présent Engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

1.4.3 - Divulgateur autorisée

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une Information Confidentielle :

1) aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la

connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;

2) lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;

3) avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

1.4.4 - Propriété des Informations Confidentielles

Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'Informations Confidentielles au titre de l'Engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les

documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les Informations Confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

1.4.5 - Restitutions des documents

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des Informations Confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction desdites Informations Confidentielles.

1.4.6 – Responsabilité

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité.

En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de 5 000 € HT. Cette somme devra être versée au pouvoir adjudicateur pour chaque violation constatée.

1.5 – Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% sera prélevée par fraction sur chacun des versements. Cette retenue de garantie a pour objet de couvrir des réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie (durée pendant laquelle le pouvoir adjudicateur peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception - article R2191-32 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

A l'expiration du délai de garantie (12 mois à compter de la date de parfait achèvement des travaux), le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles (tel que défini à l'article 44 du CCAG/TVX) et la retenue de garantie sera libérée.

1.6 – Assurances

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date d'accusé de réception de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

1.7 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les mesures de l'article 28.3 du CCAG/TVX s'appliquent.

Article 2 – Prix

2.1 – Type de prix

Le marché est conclu sur la base d'un prix forfaitaire définitif, hors taxe et toutes taxes comprises. Il est établi en euros (€).

2.2 – Forme de prix

Les prix sont fermes actualisables.

Ils seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations par application de la formule suivante :

$$P_n = P_i \times (I_1 / I_0)$$

où :

P_n : Prix hors taxe actualisé ;

P_i : Prix initial (au dépôt de l'offre) ;

I₀ : indice BT à la date de fixation du prix de l'offre ;

I₁ : dernier indice BT publié à la date de début d'exécution des travaux.

Les valeurs des index indiquées sur le site www.insee.fr seront pris en référence pour les mois considérés. Les index de référence I choisis en raison de leur structure et pris en compte pour chaque lot sont les suivants :

N° des lots	Désignation des lots	Index BT
1	Couverture en zinc et métal (sauf cuivre)	BT34
2	Couverture en zinc et métal (sauf cuivre) Ossature et charpentes métalliques Charpente bois Imperméabilité de façades	BT34 BT07 BT16b BT52
3	Imperméabilité de façades	BT52

2.3 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix figurant sur l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

2.4 – Avances

Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (article R2191-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (article R2191-5).

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. (article R2191-7).

Le présent marché prévoit 5 % d'avance.

3.1 – Correspondants du titulaire

Personnes chargées des relations avec le titulaire, pour les travaux et la réception de l'ouvrage :

Section de l'immobilier et du logement :

Adjudant-chef FLAHAUT Sylvie

Tél : 0594 29 82 02

Fax : 0594 29 28 21

email : sil.bsf.comgendgf@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Adjudant DAVID Frédéric

Tél : 0594 29 28 81

Maréchal des Logis MASINDIA Jean-Désiré

Tél : 0594 29 07 16

3.2 – Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées aux adresses suivantes :

Lot 1 : Caserne de gendarmerie – 1 allée du gendarme Boudet - 97317 APATOU

Lot 2 et 3 : Caserne de gendarmerie – 2 résidence Les Tamariniers 97354 RÉMIRE MONTJOLY

3.3 – Agrément des personnels

L'administration se réserve le droit d'agréer les agents du titulaire appelés à se rendre à l'intérieur des locaux mis à disposition par l'administration pour l'exécution de la présente prestation.

La personne publique se réserve le droit d'agréer les préposés du titulaire ainsi que ceux de ses sous-traitants, elle peut également exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

La personne publique n'est pas tenue de faire connaître au titulaire les motifs de son refus d'agrément ou de sa décision de remplacement. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui y trouveraient leur source de refus d'agrément dans une décision de remplacement.

Sous peine d'interdiction d'accès, les agents de la société devront respecter les consignes des chefs de service, en particulier en ce qui concerne la sécurité.

Ils sont tenus à la plus grande discrétion tant à l'occasion de leur travail qu'en ce qui concerne leurs conditions d'emploi.

La société transmettra, dès notification du marché, la liste des personnels désignés pour effectuer la prestation.

Les personnels de l'entreprise devront être en mesure de démontrer leur appartenance à l'entreprise.

Par ailleurs, ils devront se conformer à tout contrôle d'identité.

3.4 – Sous-traitance

Conformément à l'article R2193-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du RPA l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance non déclarée et/ou non approuvée par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire (art 46.3 du CCAG/TVX).

3.5 – Dispositions contractuelles

L'entreprise doit avoir la capacité en personnel pour fournir la prestation en temps et en heure. Dans le cas d'arrêt de travail (congé, maladie,...) de son personnel, le prestataire sera tenu d'assurer les prestations.

3.6 – Modalités d'exécution de la prestation

L'exécution de la prestation démarrera à compter de la délivrance d'un ordre de service (O.S.). Toutefois, les travaux ne pourront débuter qu'après signature du plan de prévention et production des documents techniques éventuellement demandés.

NOTA :

- Les travaux seront effectués en site occupé, le titulaire est responsable, jusqu'à la réception définitive des travaux, de l'ensemble des ouvrages existants ou futurs. En conséquence, l'entreprise titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser le chantier et éviter les dégradations.
- Les travaux seront effectués en respectant les conditions d'accès, le règlement et les consignes de sécurité de la caserne.

3.7 – Opérations de réception, essais, contrôle et de garantie

3.7.1 – Réception

La réception finale en fin de chantier de l'ensemble des équipements se fera en présence d'un représentant du maître d'ouvrage et de l'entreprise adjudicatrice.

A/ Avant réception des travaux :

Le nettoyage de chaque zone concernée par les travaux sera assuré par l'entreprise titulaire, au titre du planning de principe contractuel.

L'entrepreneur devra, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

B/ Après réception des travaux :

Un procès-verbal (PV) établi par le maître d'ouvrage sera transmis par voie dématérialisée avec demande d'accusé réception à l'entreprise pour notification.

Dans le cas où des réserves figureraient sur le PV de réception, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrables pour les contester. Sans observations de sa part dans ce délai, il est réputé les avoir tacitement acceptées. Les travaux demandés devront alors être exécutés dans un délai maximum de 15 jours ouvrables.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux par une autre entreprise de plein droit, sans autre formalité aucune et à la charge de l'entreprise défaillante.

3.7.2 – Garantie

Le seuil minimum de garantie est fixé à un an (dans le cadre du parfait achèvement tel que défini à l'article 44 du CCAG/TVX). Durant cette période, l'entreprise sera tenue de remédier à tout désordre nouveau, y compris dans les menus travaux, elle devra procéder à ses frais (déplacements, pièces et main d'oeuvre), au remplacement de tout élément défectueux de l'installation dans les plus brefs délais. Les fournitures et les réparations seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

3.8 – Pénalités de retard

Les stipulations du CCAG/Travaux sont applicables. Il incombe au titulaire de signaler à la

personne publique, avant l'expiration du délai d'exécution des prestations, les causes qui, n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché. Dans ce cas, il appartient au titulaire de présenter à la personne publique une demande de prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/TVX, il ne sera accordé aucune exonération systématique de pénalités lorsque leur montant est inférieur à cinq mille euros (5 000,00€).

Le point de départ de la période d'application des pénalités s'entend du lendemain du jour de l'expiration du délai contractuel de présentation des prestations.

3.9 – Dispositions diverses

Les déchets seront évacués soit en décharge publique soit dans un centre de traitement spécialisé en fonction de leur nature conformément aux normes de l'environnement. En cas d'évacuation des déchets dans un centre spécialisé, l'entrepreneur fournira les bordereaux réglementaires de suivi des déchets.

Article 4– Modalités de règlement du marché

4.1 – Établissement des factures

Les factures rédigées en français et libellées en euros seront établies et transmises par voie dématérialisée sur le portail Chorus PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Rapide, simple et gratuit, il vous permet de suivre le paiement de vos factures.

Ces factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, l'adresse et le SIRET du titulaire,
- la date d'émission de la facture,
- la référence et la date du marché,
- le numéro de l'engagement juridique (EJ) qui sera transmis lors de la notification du marché,
- la domiciliation des paiements (numéro du compte bancaire ou postal du titulaire),
- le montant hors taxe des travaux,
- le taux et le montant des taxes applicables au montant des travaux,
- le montant toutes taxes comprises des travaux,
- le numéro de l'ordre de service,
- le détail des travaux,
- le tampon de la société,
- la signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société.
-

Les factures ne comportant pas ces indications seront renvoyées au titulaire pour être complétées.

4.2 – Délais de règlement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de trente jours (30) calendaires à compter de la date de réception de la facture dématérialisée par le service exécutant dès lors que le portail Chorus PRO est utilisé comme mode de transmission ou à compter de la date de réception de la facture adressée par voie postale à ce même service exécutant.

Le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit au profit du titulaire, sans autres formalités, des intérêts moratoires.

4.3 – Paiement

Les règlements sont effectués par virement au compte courant ouvert au nom du titulaire tel que précisé dans l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire principal des paiements est :

La direction régionale des finances publiques de la Guyane
Rue Fiedmond
BP 7016
97306 CAYENNE CEDEX

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'administration se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnités et de suspendre les paiements si le titulaire du marché ne fournit pas strictement l'ensemble des prestations prévues au marché.

Les dispositions du chapitre VI du CCAG/Travaux s'appliquent.

Article 6 – Règlement des litiges

6.1 – Règlement amiable

Le règlement amiable des différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché s'effectuera dans le cadre des articles R2197-1 et suivants de l'ordonnance n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, après accord réciproque des parties au contrat.

6.2 – Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal administratif de CAYENNE. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Adresse :

Tribunal Administratif de Cayenne
7, rue Schoelcher
97305 CAYENNE CEDEX
Tél : 05 94 25 49 70

Article 7 – Redressement judiciaire ou liquidation

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement devra être notifié immédiatement à la personne publique.

Il ne sera pas versé d'indemnités au titulaire du marché dans le cas où les dispositions prises en exécution de ce jugement entraîneraient la résiliation du marché.

Article 8 – Dérogation

L'article 3.8 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 19.3 du CCAG/TVX.